L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 12 DECEMBRE 1878.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 12 décembre. Temps couvert avec des averses partielles, vents changés du Sud passant à des vents du Nord plus froids.

Température du 11 Décembre 1878.

Thermomètre de C. Duhamel, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 h. du matin.....	43	6
Midi.....	58	15
3 P. M.....	67	19
6 P.M.....	55	18

Gain d'un procès.—La compagnie de navigation du canal Carondelet vient de gagner un procès.

Le propriétaire de l'*Emma Amélie* lui réclamait deux mille cent soixante-quatorze dollars et cinquante cents, parceque la glissoire, en travaillant à la jonction du bayou St Jean et du Lac, s'était heurtée contre des obstructions et avait combré; parce que la charte de la compagnie l'oblige à—ou en devoir d'enlever ces obstructions.

Le juge Richtor a décidé qu'au moment où la capitaine de l'*Emma Amélie* tenta de sortir du bayou, le vent soufflait avec violence, de l'Ouest; et le capitaine, dont les agissons raisonnait, cependant, la capacité, n'avait pas essayé de passer ce jour-là, l'accident ne serait pas survenu.

La tentative a donc été une erreur grave de la part; le propriétaire n'a conséquemment pas le droit de se plaindre d'une perte qui n'aurait pas eu lieu si le capitaine n'avait pas été imprudent.

La dernière.—Il ne s'agit ni de celle de l'Ecole ni de celle de la ville.

Il s'agit de celle du comité central républicain de l'Etat.

Ce en parle; les hauts fonctionnaires et les employés de la douane s'en occupent sérieusement, et pour cause: ils vont être priés d'aviser aux moyens d'acquitter les taxes mises des propriétés à l'inscription des électeurs et aux dus greffiers, de payer les loyers et une foule d'autres petites choses.

Les chefs s'assemblent aujourd'hui pour savoir si le plan qu'ils ont conçu est du goût ou déplaît.

L'assemblée commerciale.—M. T. S. Tapper est parti, hier, pour Washington. Il est chargé de la même mission que celle du général Bussey, et présentera au Congrès le résultat des délibérations de l'assemblée commerciale.

Le général quittera la ville après-demain.

Les négociants attendent les meilleurs résultats de la présence de ces messieurs dans la capitale.

Une visite.—M. Behan, administrateur du département du commerce, a reçu, hier matin, la visite d'une délégation des marchands de légumes.

Le but de la démarche était d'obtenir l'abolition du paiement de la licence qui s'applique aux charrettes, attendu que les fermiers des marchés perçoivent déjà un certain montant sous le paiement duquel le débit des produits ne serait pas possible; l'établissement d'un dépôt central au marché Port—établissement qui permettrait aux marchands de vendre leurs légumes sans être exposés au froid et à la pluie, comme ils le sont en face du marché français.

Une visite au marché a, paraît-il, convaincu l'administrateur que la demande est une de celles que les autorités municipales devraient accorder; aussi se propose-t-il, nous dit-on, de présenter à son collègues, un rapport favorable, à la prochaine séance du Conseil.

Paragraphes.—Le maire Patton n'est pas d'avis que les auditeurs doivent appointés — surtout beaucoup—aux séances du Conseil.

—Le major Flower, le nouvel inspecteur des abattoirs, aura pour député en chef le capitaine Guy Dreux.

—L'administrateur Houston a donné aux inspecteurs l'ordre d'instituer des actions contre ceux qui laissent des boîtes sur les trottoirs.

—Le maire tient beaucoup à simplifier le système du télégraphe d'alarme, mais les changements ordonnés sont vingt-cinq milles dollars à le coûte.

—Il a été reçu, à la douane, depuis le dernier rapport, $118.708,87, dont $10,402,64, en espèces, pour droits.

—La division louisianaise de la société de l'armée du Tennessee a rendu un éclatant hommage à la mémoire et au dévouement de trois de ses membres que la mort vient de nous enlever; elle a voté, à l'unanimité des voix, que John Edward Austin, Benjamin Bridge et Etienne A. Quiblet ne soyaient être remplacés.

—L'administrateur Monks n'est pas d'avis que ses collègues abandonnent à des entrepreneurs particuliers les parties de la levée dans le commerce à bandin.

—MM. Ernest Maurel, Ambroise Debluex, le Dr S. A. Scrigne, John Hertzog, Jackson Beard, James C. Johnson, William A. Hart Sr., J. B. Rachal et Washington Coenfield, arrêtés dans la maison Hotchkinchen, en vertu de mandats lancés par un commissaire des Etats-Unis, à la requête de J. R. Hernsby, qui les accuse de l'avoir empêché, par des menaces et la force, de voter pour M. J. Madison Wells, candidat aux fonctions de représentant du quatrième district au Congrès, ont comparu, hier matin, devant M. Lane, et fourni chacun un cautionnement de deux mille piastres pour répondre de leur comparution devant la cour de circuit.

—Eh bien! nous l'aurons, le comité d'enquête, et M. Potter, à qui nous sommes redevables de sa création, en saura peut-être plus qu'il ne voudrait sur les agissements de deux mille piastres pour répondre de leur comparution devant la cour de circuit.

—Un enfant de M. Grunte, âgé de quatre ans, est décédé, dimanche, rue Prytania, entre Hennessée et Pleasant. C'est dimanche, hier, en arrêtant un pas.

—Entre trois et cinq heures de l'après-midi, hier, une chaise a trait est arrêtée devant la résidence de Mme Caroline Schmidt, rue Carondelet et Sixième. Chambres le voisinage!

Vente d'esclaves aux bureaux de la douane des Etats-Unis:

Jean Feldelli à Pte. Prostitue, neuf pieds de terre avec les maisons qui s'y trouvent, dans Filet compris entre les rues Flonda, Maurepas, Cantiperito et Bayou, faisant face à la rue Maurepas.....$6,020

Succession de Séraphine Maspéreau à J. M. Reboli, un lot de terre avec les bâtisses qui s'y trouvent, dans Filet compris entre les rues Annette, St Bernard, Notre-Enfants et Marais, faisant face à la rue Annette.....$1,200

UNE LETTRE DU COMTE DE CHAMBORD.

Voici la lettre que le comte de Chambord vient d'adresser au comte de Mun, à l'occasion du discours prononcé par celui-ci à la Chambre des Députés avant son invalidation.

"Frohsdorf, 20 novembre.

"Pardon à l'enfant même, mon cher de Mun, la lecture de votre admirable discours du 16 novembre, et je tiens à vous en féliciter sur l'heure. Je l'abandais avec impatience, certain que vous seriez digne de vous, et de la grande cause que vous servez si bien.

"Cette fois encore l'honneur est resté attaché du vaincu. La vérité met dans la bouche de ses défenseurs le ne sais quelle force de persuasion qui grandit, éclate et s'impose, parce qu'elle porte en elle-même le principe de la délivrance et du salut. Je n'en doute plus plus que vous, la véritable nous sauvera, mais la vérité tout entière. Voilà ce qu'il faut bien comprendre et ce que nul dans notre temps ne comprend mieux que vous.

"Sur toutes les questions religieuses et politiques qui agitent l'Europe et déchirent notre malheureuse France, vous faites la lumière parce que vous n'avez pas peur de signaler sans pensions comme sans faiblesse les véritables causes de notre désordence et de nos abaissements. Oui, l'avenir est aux hommes de Foi, mais à la condition d'être en même temps des hommes de courage, ne craignant pas de faire en face à la Révolution triomphante ce qu'ils ont dans son ensemble et son esprit, et à la contre-révolution ce qu'elle doit être dans son œuvre de réparation et d'apaisement.

"Je vous remercie de tout mon cœur, d'avoir une fois de plus réduit à néant ces odieux mensonges mille fois réfutés et toujours reproduits, ces misérables équivoques à l'endroit du passé, comme si pour réformer des abus condamnables, il n'était pas insensé d'avoir renversé des abris protecteurs.

"Je vous remercie d'avoir hautement avec tant d'autorité et de franchise sur les bases fondamentales, sur les vérités éternelles et les principes nécessaires pour toute société qui veut vivre dans la paix et s'assurer un lendemain.

"Seuls en effet, il peut rester intact entre mes mains, le dépôt sacré de nos traditions nationales et de nos grandeurs. C'est à rendre les auteurs de la chaîne séculaire que chacun doit à votre exemple, consacrer son activité et sa vie.

"Poursuivez sans crainte un an milieu de ces générations populations en l'Ouest dont je reçois si souvent les consolants témoignages d'indomptable fidélité.

"La Révolution, pourtant son idéal d'Etat sans Dieu, c'est-à-dire contre Dieu, ses lois et son espérance. Qu'ils achèvent bien que moi je les aime trop pour les flatter, et, pour tout dire, on un mot, répètes-leur sans cesse qu'il faut, pour que la France soit sauvée, que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en roi.

"Continuez, mon cher de Mun n'oubliez jamais que l'avenir est aux hommes de foi et de courage.

"HENRI."

—Si vous voulez des épiceries de choix et à bon marché, allez chez F. P. Séjas, No 27 rue Bourbon.

—Le Picayune, ou se sont rencontrés MM de Fourgeot et Gambetta, est un petit village de 200 âmes environ, situé 2 lieues 1/2 sud-ouest de Paris, et fait partie de l'arrondissement de Sceaux.

Il est bâti sur une hauteur qui domine les vallons de Fontenay-aux-Roses, de Bourg-la-Reine, de Châtenay, etc.

Le ministre Colbert était propriétaire du plateau d'où l'on découvre une campagne étendue et variée. Il y avait fait construire une résidence splendide.

Après Colbert, elle passa à la maison de Beauglion, et Pierre Montesquiou-d'Artagnan, maréchal de France, qui se distingua aux batailles de Fleurus et de Rastilles, mourut au château de Picpus-Picpus en 1725.

Cette résidence fut habitée par Mlle Mars, de grande actrice du Théâtre-Français, vers le commencement du siècle, et devint la propriété du duc de Mason sous le gouvernement impérial.

Aujourd'hui, l'éditeur Hachette est le propriétaire de cette terre dont on aperçoit le magnifique terrasse qui domine les vallées environnantes, et qui se prolonge jusqu'au bois de Verrières.

LA RÉPRESSION DU SOCIALISME.—Il ne se passe plus de jour que le *Moniteur officiel de l'Empire allemand* n'annonce l'interdiction de vente d'une brochure socialiste ou la suppression d'une revue appartenant au parti frappé par la loi du 21 octobre. Parmi ces publications, il en est dont le titre à lui seul semblait fait pour attirer l'attention de la police. C'est ainsi que sur la liste des interdictions prononcées par la police de Breslau nous relevons un écrit intitulé ainsi qu'il suit: "Aristote, pilier principal des religions modernes, appui de la tyrannie, du cagotisme, du despotisme absolu et de pas mal d'autres."

Les gens de Berlin se distingue entre toutes par la promptitude et l'énergie de ses exécutions. Le député Hasselmann vient de fonder dans la capitale prussienne un journal ayant ce titre: "Berlin, organe des intérêts de la capitale de l'empire": la *Gazette nationale* annonce que la police a saisi le deuxième numéro avant même qu'il eût paru sur la voie publique. Dans le ressort de la police berlinoise, il est interdit de faire des collectes en public, non-seulement des publications périodiques, mais encore des actions de simple initiative, sans encore des auteurs de ces publications et en général des personnes frappées par la loi.

Suivant la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le nombre des agitateurs socialistes en prison était de quarante-deux pour tout l'empire, vers le milieu de ce mois. Parmi les internés, nous remarquons MM. Liebknecht et Vahlteich, députés du Reichstag.

La répression s'est faite jusqu'ici sans provoquer de désordres. Ce n'est que dans la province de Posen qu'une démonstration de la police a rencontré quelque résistance.

—D'après les nouvelles apportées par le dernier courrier de Sydney, en date du 1er octobre, cité la Nouvelle-Bretagne, ne pas la Nouvelle-Zélande, comme l'avait annoncé une précédente correspondance, qui a été le théâtre du massacre de cinq missionnaires wesleyens dont les corps ont été mangés par des cannibales. La Nouvelle-Bretagne est une île située à l'est de la Nouvelle-Guinée.

Les victimes du massacre étaient des naturels, indigènes des Fidji, qui convertis au christianisme, avaient été envoyés dans les îles voisines pour y prêcher l'évangile aux sauvages.

Le révérend Brown, chef de la mission wesleyenne dans la Nouvelle-Bretagne, s'est mis aussitôt à la tête d'une expédition contre les meurtriers; cinquante cannibales ont été tués.

—M. Sales Aldigé a fait arrêter Wash Rent, James Gamer et G. Wallace, qu'il accuse de complication à l'effet de mettre un monstre sur la personne d'Ida Lewis.

—Le mausolée de Mme Marguerite Mazureau, née de Dr Alexandre Landry, de Joséphine Harris, d'Adolfe Darrigrand, femme de Fernando del Castillo, de Miss Sarah Ann Pickard, veuve de George M. Pinkard, vient d'être enterré à la Cavalière cour de Mortier.

—L'administrateur Glynn prétendrait non-seulement à ses collègues, à la prochaine séance du Conseil.

—Le député en chef du ministre Wheeton appelle devant le grand jury les témoins à charge des campagnes.

—L'attention de M. Houston est appelée sur le fait que les rues ne sont pas numérotées, et sur la nécessité de faciliter notre système d'enseignement des noms.

—L'office de A. F. Dumay, secrétaire de Geo. Orémwell, ne s'installera pas. Un agent de police n'abandonne pas son district.

—Un enfant de M. Grunte, âgé de quatre ans, est décédé, dimanche, rue Prytania, entre Hennessée et Pleasant. C'est dimanche, hier, en arrêtant un pas.

—Entre trois et cinq heures de l'après-midi, hier, une chaise a trait est arrêtée devant la résidence de Mme Caroline Schmidt, rue Carondelet et Sixième. Chambres le voisinage!

Vente d'esclaves aux bureaux de la douane des Etats-Unis:

Jean Feldelli à Pte. Prostitue, neuf pieds de terre avec les maisons qui s'y trouvent, dans Filet compris entre les rues Flonda, Maurepas, Cantiperito et Bayou, faisant face à la rue Maurepas.....$6,020

Succession de Séraphine Maspéreau à J. M. Reboli, un lot de terre avec les bâtisses qui s'y trouvent, dans Filet compris entre les rues Annette, St Bernard, Notre-Enfants et Marais, faisant face à la rue Annette.....$1,200

—Un attribute au gouverneur l'intention de demander à la prochaine Législature l'abolition de la place d'inspecteur des abattoirs.

—Hier, dans la rue Carondelet, le paiement de l'intérêt des especilités de l'Etat était le sujet de la plupart des conversations.

—Une barrière de la rue Chippewa, près Malgouinac, et celle qui s'étend le long du canal Malgouinac, sont en mauvais état.

—Le nouveau bateau à vapeur *Goldsboro Belle*, arrivé de Cincinnati, où il a été construit, excite une admiration générale; il a trois cents pieds de long et 34 de large, et jaugera 1,000 tonneaux.

—M. Sales Aldigé a fait arrêter Wash Rent, James Gamer et G. Wallace, qu'il accuse de complication à l'effet de mettre un monstre sur la personne d'Ida Lewis.

—Le mausolée de Mme Marguerite Mazureau, née de Dr Alexandre Landry, de Joséphine Harris, d'Adolfe Darrigrand, femme de Fernando del Castillo, de Miss Sarah Ann Pickard, veuve de George M. Pinkard, vient d'être enterré à la Cavalière cour de Mortier.

—L'administrateur Glynn prétendrait non-seulement à ses collègues, à la prochaine séance du Conseil.

—Le député en chef du ministre Wheeton appelle devant le grand jury les témoins à charge des campagnes.

—L'attention de M. Houston est appelée sur le fait que les rues ne sont pas numérotées, et sur la nécessité de faciliter notre système d'enseignement des noms.

—L'office de A. F. Dumay, secrétaire de Geo. Orémwell, ne s'installera pas. Un agent de police n'abandonne pas son district.

—Un enfant de M. Grunte, âgé de quatre ans, est décédé, dimanche, rue Prytania, entre Hennessée et Pleasant. C'est dimanche, hier, en arrêtant un pas.

—Entre trois et cinq heures de l'après-midi, hier, une chaise a trait est arrêtée devant la résidence de Mme Caroline Schmidt, rue Carondelet et Sixième. Chambres le voisinage!

Vente d'esclaves aux bureaux de la douane des Etats-Unis:

Jean Feldelli à Pte. Prostitue, neuf pieds de terre avec les maisons qui s'y trouvent, dans Filet compris entre les rues Flonda, Maurepas, Cantiperito et Bayou, faisant face à la rue Maurepas.....$6,020

Succession de Séraphine Maspéreau à J. M. Reboli, un lot de terre avec les bâtisses qui s'y trouvent, dans Filet compris entre les rues Annette, St Bernard, Notre-Enfants et Marais, faisant face à la rue Annette.....$1,200

—On distribue au gouverneur l'intention de demander à la prochaine Législature l'abolition de la place d'inspecteur des abattoirs.

—Hier, dans la rue Carondelet, le paiement de l'intérêt des especilités de l'Etat était le sujet de la plupart des conversations.

—Une barrière de la rue Chippewa, près Malgouinac, et celle qui s'étend le long du canal Malgouinac, sont en mauvais état.

—Le nouveau bateau à vapeur *Goldsboro Belle*, arrivé de Cincinnati, où il a été construit, excite une admiration générale; il a trois cents pieds de long et 34 de large, et jaugera 1,000 tonneaux.

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

WASHINGTON

Comité du transfert du bureau indien.

Washington, 11.—La commission du transfert du bureau indien a entendu le témoignage de Wm Stickney, de Washington, secrétaire du bureau des commissaires de paix, il a parlé contre le transfert.

Des remarques faites par le général Sherman disent que, les Indiens doivent être punis, ils doivent l'être une bonne fois sérieusement, il conclut que le transfert conviendrait à l'extermination des Indiens, il ne doute pas que les Indiens pourraient se soutenir eux-mêmes, si on les conduit bien, et ajoute que le transfert ne peut causer que des désastres.

Comité d'investigation sur Paffaire Hot Springs.

Washington, 11.—Le comité d'investigations sur l'omission des Hot Springs a pris le témoignage de J. J. Brooks, chef de service secret de la division du trésor. Il représente Butts, employé du service secret qui a fait un rapport sur l'affaire, comme étant d'une pauvre moralité; il n'a jamais eu que le sobriquet. Conver fut pour quoi que ce fût dans l'omission, et il croit qu'elle est le résultat d'un accident.

Il fait remarquer que dans les rapports quotidiens de Butts le nom du sénateur Dorsey n'est mentionné qu'une fois, et par hasard et en dehors de l'affaire. Il avait donné l'ordre de faire des investigations sur le sénateur Dorsey son nom se trouvera-t-il mentionné ainsi qu'un rapport sur ce sujet.

SÉNAT.

Washington, 11.—M. Windom, (Minn) du comité des allocations, fait le rapport avec amendements sur le projet d'allocation pour les fortifications. Il demande la prise en considération pour demain.

M. Blaine, (Maine) du comité sur les allocations, rapporte, sans amendements, le projet ayant pour but de corriger l'omission faite sur le projet des allocations diverses, de la dernière session, de la chasse relative aux Hot Springs. Il demande la discussion immédiate du projet, mais il est renvoyé.

M. Beck, (Ky.) présente un projet dont il avait donné avis hier, ayant pour but le rappel de la section 1218 des Statuts révisés des Etats-Unis laquelle interdit à toute personne ayant servi sous le gouvernement confédéré, d'occuper une position quelconque dans l'armée des Etats-Unis.—Déposé sur le bureau provisoirement.

M. Ferry, (Mich.) présente un projet ayant pour but de désigner, de classifier et de fixer le salaire des employés dans le service de la malle des chemins de fer.—Renvoyé au comité sur la poste et la malle des chemins de fer.

M. Merriman, (Car. du Nord) soumet une résolution pour demander au état des armes et équipements fournis aux officiers des départements de l'intérieur et de la justice, ce que ce matériel est devenu et s'il n'a pas été vendu au moins en partie.—Adopté.

A une heure, sur motion de M. Hamlin, le Sénat procède à la discussion de la résolution soumise par M. Blaine à la première séance de la session, relativement aux prétendues violations des droits constitutionnels de citoyens américains aux dernières élections.

M. Blaine dit que la résolution actuelle demandant une investigation sur les fraudes et les outrages perpétrés aux dernières élections a été présentée par lui dans un double but: 1° pour rappeler et rendre bien authentiques les fraudes et les outrages grâce auxquels les démocrates ont enlevé les dernières élections dans les Etats du Sud.

2° pour trouver, s'il est possible, un moyen de prévenir désormais le retour de ces crimes contre le liberté du vote.

Dans la Caroline du Sud, dit-il, il semble qu'il n'y a pas eu d'élection du tout. On plaça une série d'escarmouches dans les différentes parties de l'Etat dans les lieux de scrutin que l'on regardait comme des places fortes qu'un parti devait enlever au d'étriment de l'autre. Il y a 106 représentants au Congrès choisis dans les sections à enlever les démocrates en ont pris 102.

Tout le pouvoir politique fondé sur le nombre de la population de couleur a été accaparé pour renforcer le parti démocrate. La façon de voter au Sud a donné au blanc un pouvoir double de celui du peuple du Nord. Les blancs du Sud ne détiennent pas ce pouvoir supérieur par raison, loi ou justice, mais contrairement à ces choses.

On a fait la guerre en pure perte, dit-il, si l'égalité des droits n'est pas établie pour toutes les classes dans toute l'étendue de l'Union.

M. Thurman propose ensuite l'amendement suivant à la résolution de M. Blaine: Le comité examinera également si un citoyen quelconque d'aucun Etat a été renvoyé d'emploi ou menacé de renvoi, ou menacé d'être privé d'aucun droit ou privilège pour cause de vote ou d'intention de voter aux récentes élections; ou bien a rencontré une opposition quelconque. Il examinera si, en 1878, on a levé de l'argent sous forme d'assessement parmi les employés dans un but électoral, &c.

De plus, si ces assessements sont ou non en violation de la loi; il examinera la conduite des inspecteurs des Etats-Unis dans les élections des divers Etats, et le nombre des marshals, députés-marshals et autres employés chargés de conduire les élections.

M. Thurman se borne ensuite à répondre à M. Blaine par quelques observations, et réservant de reprendre la parole, si les débats se prolongent. M. Blaine avait eu vue deux choses en filigrane et discours et conséquemment préparé: de un pas revendiquer le droit de suffrage pour toute l'Union, mais de s'enquérir seulement si la démocratie du Sud avait violé les droits de citoyens américains, et de rechercher ce qu'il y avait à faire à ce sujet.

On peut douter de l'opportunité de la résolution, attendu qu'il semble difficile qu'il y ait le temps suffisant durant cette session pour faire une investigation convenable.

Il n'avait qu'un but c'est de provoquer des discours qui ressusciteraient les inimitiés sectionnelles, et qui feraient de l'Union contre que partie sans doute de cette même Union. (Applaudissements dans les galeries.)

L'Orateur dit que toute personne troublant la séance sera arrêtée, et il ajoute qu'il espère n'avoir aucune interruption. n'aura lieu désormais. Je n'ai rien dit, ajouta-t-il, quand les galeries ont applaudi le pérorâison de mon ami du Maine, car j'aime une parole éloquente autant que personne, et je n'ai pas arrivé de l'applaudir, même quand j'y tais d'un avis entièrement opposé.

Cette attaque de M. Blaine, continua-t-il de s'adresse pas seulement au peuple du Sud. J'ai dit, il y a 5 mois, et je me répéterai de répéter, qu'il me semblait très étrange qu'il y avait un demande relative, sous prétexte qu'il y avait eu fraude, de créer un Nord solide, de diminuer ses soulèvement le Sud solide, mais on peut me mettre si ce n'était davantage, du peuple du Nord. Ce que je pensais alors, je le pense encore aujourd'hui.

C'est là le dessein le plus antipatriotique qui ait jamais été conçu pour ruiner la ruine de l'Union qui soit jamais existé dans l'esprit d'un homme. Ici quoi se plaint le sénateur du Maine? qu'il n'y a pas eu assez de votes républicains au Sud? Il est affreux ici sans en donner une preuve, que les nègres du Sud ont été empêchés de voter et on force, de voter le ticket démocratique, et qu'en conséquence, les nègres du Sud ne sont pas représentés dans la Chambre des représentants en par des sénateurs dans cette salle. Le droit de l'honorable sénateur parle-t-il de la sorte? Du quel droit veut-il que les nègres votent d'un seul côté et que les hommes qui ont apporté les leurs lettres de créance ne représentant pas leurs constituants? C'est là de ce pas que une assertion qu'il n'a aucun droit de faire. Je veux le respect de tous les droits de chaque homme, conformément à la Constitution. Mais je sais aussi que la propriété, l'intelligence, l'éducation exercent une responsable influence et partout, sur la surface du globe. Que ce soit qui a tenté une ligne de couleur entre les blancs et les noirs dans le Sud? Permettez-moi de vous dire qu'il y a eu des millions d'argent appartenant au peuple déposés que vos agents pour maintenir l'homme de couleur en ligne pour le faire voter? qu'il ne votera jamais pour un démocrate. Voilà avement a commencé la ligne de démarcation.

La même institution qui s'emparait de nègre au scrutin, l'accompagnait aussi dans le champ des coton, et partout où leurs, chaque contrée était imposée, et aucun ne pouvait être exempté, s'il n'avait pas reçu l'approbation du bureau des esclaves. Si toute propriété dite propriété emprisée, propriété abandonnée dans livrée à cette institution, et je ne puis concevoir de la liberté, sans être tiré du Trésor des Etats-Unis, pour être indemnisé ce serait un agents qui avaient fait cette ligne de démarcation. Si, maintenant, quand les blancs du Sud, quand les hommes qui possèdent une propriété qui ne l'intelligence et de l'éducation ont vu tout le système social menacé de destruction; quand ils ont vu leurs maisons menacées de ruine, près d'être submergés par la barbarie, conduite par les mêmes corrupteurs des hommes; quand ils se réunissent, comme le fait tout peuple en danger de périr, un cri s'élève contre le Sud solide!

Ah! M. le Président, ce système de législation que l'on a établi contre le Sud, il y a dix ans porte ses fruits, et ce n'est pas par de nouvelles lois pénales que vous améliorerez jamais la condition de ce pays, pour-quoi de nouvelles lois pénales? Que M. Blaine examine le statut sur l'objet en question, qu'il lise les statuts ayant pour but d'assurer l'exercice du droit de vote des citoyens, et je le défie de trouver dans les lois d'aucun peuple civilisé un système ou corps de mesures aussi minutieusement inquisitoriales, et poussant aussi loin les pénalités et les amendes et les forfaitures. La danger est pas que le Sud solide, mais un danger que l'élection appartient à la bourse le mieux garnie, et ce danger est plus grand au Nord qu'au Sud.

M. Lamar demande à faire aussi quelques remarques, sur un seul point. Il regrette qu'un homme d'Etat aussi distingué, en jetant un coup d'œil sur le membre récemment séparé de l'empire américain, ne se soit pas inquiété des grands intérêts qui affectent tout le pays; et qu'il n'ait songé qu'à ce qui pouvait affecter les petits intérêts de son parti; c'est qu'il n'y ait vu qu'une chose: l'ascendant que pouvait prendre tel ou tel parti politique, telle ou telle organisation, après tout, inconnue à la constitution et en dehors de la loi.

C'est là tout ce qu'a vu, tout ce qui intéresse le sénateur du Maine. Je regrette qu'un homme de tant de réputation, et de tant d'habileté ait laissé aveugler par l'esprit de parti, au point de ne voir que le parti tandis qu'il devrait considérer l'humanité.

Avant que le Sud ait une représentation disproportionnée, M. Lamar dit qu'il prouvera qu'aucun vote nègre n'a été supprimé dans le Sud. Je démontrerai que le phénomène politique qui est l'objet de tant de discussions, arriverait dans toutes les sociétés du monde; qu'il a été produit au Sud par l'ascendant de l'intelligence, de la vertu, de la société, par cette puissance qui donne la supériorité de la civilisation sur les classes ignorantes et dégradées.

Mais, dit M. Blaine, d'après les amendements, la représentation du Sud n'est pas en proportion avec la véritable population qui la constitue, et les Etats du Sud ont deux fois plus de pouvoir, deux fois plus de représentants que certains Etats du Nord, mais chaque membre de cette population a droit à voter et son vote doit être compté. Vous n'avez pas le droit d'établir une ligne entre le blanc et le noir et de dire que par la même que le noir n'a pas voté le ticket républicain, il y a eu un vote supprimé.

Nous rechercherons un moyen d'égaliser la représentation et le pouvoir politique d'après la population votante.

Allons au fait. Quelle est la population du Maine? 625,000, je crois. Elle domine dans les vingt dernières années; elle pourrait bien n'être que de 623,000, et cependant l'Etat du Maine a autant de pouvoir ici, avec ses 600,000 âmes que New-York avec ses 5 millions. J'entends M. Blaine me dire: Dans cette Chambre, oui, mais pas dans le gouvernement. Parce, cette population a le pouvoir actif dans le législation. Aujourd'hui même, ces 625,000 hommes, femmes et enfants du Maine sont égaux aux cinq millions de l'Etat de New York. Le sénateur du Maine a, de cette ensemble, admis des conseils au peuple du Sud, à nous conseils aux communautés divent leurs têtes dans et ne livrent à leurs libres aspirations. Etudiez les questions qui nous agitent et vous verrez qu'il faut des changements d'une nature plus radicale et plus fondamentale pour arriver à ajuster la représentation à la population du pays.

Après quelques remarques de M. Edmunds, la résolution et l'amendement sont mis de côté, et le Sénat reprend la discussion de la loi sur les patentes.

Le Sénat a confirmé la nomination de M. H. S. McCarthy maître de poste à Calvert, Texas.

CHAMBRE.

Washington, 11.—Sur motion de M. Patterson, Col., le projet du Sénat ayant pour but de fixer les termes des cours de circuit dans le Colorado est adopté, avec quelques amendements.

M. Smith, Pa, du comité des allocations rapporte le projet d'allocation et pension —renvoyé au comité général et mis à l'ordre du jour pour demain.

La Chambre vote le projet de loi pour régulariser l'entrée d'Etat à Etat.

Le bill intendit à toute personne exempté un transport d'une propriété d'un Etat à l'autre, ou d'un Etat à l'étranger, de recevoir plus d'une personne que d'une autre pour le même service. Il interdit à toute personne ou compagnie engagée au transport de toutes parties de marchandises, tout rabais, toute prime sur les chargements faits par elle, et d'entrer dans aucune combinaison avec tout autre messager en vue d'empêcher le transport ordinaire d'une propriété quelconque.

Dunnell commence la discussion du projet de loi relatif à la distribution de l'argent reçu récemment en vertu de l'indemnité de Genève.

La tempete sur la côte de l'Est.

Washington, 10—Les nouvelles du Nord est particulièrement de New York disent qu'il y a eu une effroyable tempête et de grandes pluies qui ont causé de sérieux dommages.

Accidents de chemins de fer.

Concord, 11—Il y a eu un sérieux accident sur le chemin de fer de Montréal, à Seawall Falls par suite d'un éboulement produit par les pluies d'hier. Tout le train allant à Montréal, et se composant d'un char fumoir, d'un char à bagage, d'un char pour la malle et de chars de passagers, le Pullman a été jeté hors de la machine et a été précipité à une profondeur de 150 pieds. Il y a eu 7 personnes blessées, dont une mortellement.

Woodville, N. H., 11—Un train de fret express parti de Boston avec deux machines a été précipité dans la rivière près de Woodworth. Personne de blessé.

Bath, Maine, 11—L'inondation actuelle est la plus forte que l'on ait vue depuis quelques années. Le dégât du chemin de fer est énorme; jour, les eaux ont emporté une grande partie de la voie, laissant les rails suspendus à une profondeur de 9 pieds.

Le service des trains a été suspendu. Le village est submergé à une profondeur de 3 pieds.

L'Orateur dit que toute personne troublant la séance sera arrêtée, et il ajoute qu'il espère n'entendre aucune interruption. n'aura lieu désormais. Je n'ai rien dit, ajouta-t-il, quand les galeries ont applaudi le pérorâison de mon ami du Maine, car j'aime une parole éloquente autant que personne, et je n'ai pas arrivé de l'applaudir, même quand j'y tais d'un avis entièrement opposé.

Cette attaque de M. Blaine, continua-t-il de s'adresse pas seulement au peuple du Sud. J'ai dit, il y a 5 mois, et je me répéterai de répéter, qu'il me semblait très étrange qu'il y avait un demande relative, sous prétexte qu'il y avait eu fraude, de créer un Nord solide, de diminuer ses soulèvement le Sud solide, mais avec une mesure si ce n'était davantage, du peuple du Nord. Ce que je pensais alors, je le pense encore aujourd'hui.

C'est là le dessein le plus antipatriotique qui ait jamais été conçu pour ruiner la ruine de l'Union qui soit jamais existé dans l'esprit d'un homme. Ici quoi se plaint le sénateur du Maine? qu'il n'y a pas eu assez de votes républicains au Sud? Il est affreux ici sans en donner une preuve, que les nègres du Sud ont été empêchés de voter et on force, de voter le ticket démocratique, et qu'en conséquence, les nègres du Sud ne sont pas représentés dans la Chambre des représentants en par des sénateurs dans cette salle. Le droit de l'honorable sénateur parle-t-il de la sorte? Du quel droit veut-il que les nègres votent d'un seul côté et que les hommes qui ont apporté les leurs lettres de créance ne représentant pas leurs constituants? C'est là de ce pas que une assertion qu'il n'a aucun droit de faire. Je veux le respect de tous les droits de chaque homme, conformément à la Constitution. Mais je sais aussi que la propriété, l'intelligence, l'éducation exercent une responsable influence et partout, sur la surface du globe. Que ce soit qui a tenté une ligne de couleur entre les blancs et les noirs dans le Sud? Permettez-moi de vous dire qu'il y a eu des millions d'argent appartenant au peuple déposés que vos agents pour maintenir l'homme de couleur en ligne pour le faire voter? qu'il ne votera jamais pour un démocrate. Voilà avement a commencé la ligne de démarcation.

La même institution qui s'emparait de nègre au scrutin, l'accompagnait aussi dans le champ des coton, et partout où leurs, chaque contrée était imposée, et aucun ne pouvait être exempté, s'il n'avait pas reçu l'approbation du bureau des esclaves. Si toute propriété dite propriété emprisée, propriété abandonnée dans livrée à cette institution, et je ne puis concevoir de la liberté, sans être tiré du Trésor des Etats-Unis, pour être indemnisé ce serait un agents qui avaient fait cette ligne de démarcation. Si, maintenant, quand les blancs du Sud, quand les hommes qui possèdent une propriété qui ne l'intelligence et de l'éducation ont vu tout le système social menacé de destruction; quand ils ont vu leurs maisons menacées de ruine, près d'être submergés par la barbarie, conduite par les mêmes corrupteurs des hommes; quand ils se réunissent, comme le fait tout peuple en danger de périr, un cri s'élève contre le Sud solide!

Ah! M. le Président, ce système de législation que l'on a établi contre le Sud, il y a dix ans porte ses fruits, et ce n'est pas par de nouvelles lois pénales que vous améliorerez jamais la condition de ce pays, pour-quoi de nouvelles lois pénales? Que M. Blaine examine le statut sur l'objet en question, qu'il lise les statuts ayant pour but d'assurer l'exercice du droit de vote des citoyens, et je le défie de trouver dans les lois d'aucun peuple civilisé un système ou corps de mesures aussi minutieusement inquisitoriales, et poussant aussi loin les pénalités et les amendes et les forfaitures. La danger est pas que le Sud solide, mais un danger que l'élection appartient à la bourse le mieux garnie, et ce danger est plus grand au Nord qu'au Sud.

M. Lamar demande à faire aussi quelques remarques, sur un seul point. Il regrette qu'un homme d'Etat aussi distingué, en jetant un coup d'œil sur le membre récemment séparé de l'empire américain, ne se soit pas inquiété des grands intérêts qui affectent tout le pays; et qu'il n'ait songé qu'à ce qui pouvait affecter les petits intérêts de son parti; c'est qu'il n'y ait vu qu'une chose: l'ascendant que pouvait prendre tel ou tel parti politique, telle ou telle organisation, après tout, inconnue à la constitution et en dehors de la loi.

C'est là tout ce qu'a vu, tout ce qui intéresse le sénateur du Maine. Je regrette qu'un homme de tant de réputation, et de tant d'habileté ait laissé aveugler par l'esprit de parti, au point de ne voir que le parti tandis qu'il devrait considérer l'humanité.

Avant que le Sud ait une représentations disproportionnée, M. Lamar dit qu'il prouvera qu'aucun vote nègre n'a été supprimé dans le Sud. Je démontrerai que le phénomène politique qui est l'objet de tant de discussions, arriverait dans toutes les sociétés du monde; qu'il a été produit au Sud par l'ascendant de l'intelligence, de la vertu, de la société, par cette puissance qui donne la supériorité de la civilisation sur les classes ignorantes et dégradées.

Mais, dit M. Blaine, d'après les amendements, la représentation du Sud n'est pas en proportion avec la véritable population qui la constitue, et les Etats du Sud ont deux fois plus de pouvoir, deux fois plus de représentants que certains Etats du Nord, mais chaque membre de cette population a droit à voter et son vote doit être compté. Vous n'avez pas le droit d'établir une ligne entre le blanc et le noir et de dire que par la même que le noir n'a pas voté le ticket républicain, il y a eu un vote supprimé.

Nous rechercherons un moyen d'égaliser la représentation et le pouvoir politique d'après la population votante.

Allons au fait. Quelle est la population du Maine? 625,000, je crois. Elle domine dans les vingt dernières années; elle pourrait bien n'être que de 623,000, et cependant l'Etat du Maine a autant de pouvoir ici, avec ses 600,000 âmes que New-York avec ses 5 millions. J'entends M. Blaine me dire: